

La lutte contre la fraude fiscale pourrait rapporter 20 milliards d'euros

Certains contribuables "oublient" de déclarer leurs revenus. Selon Karel ANTHONISSEN (1), il s'agit de 62.000 dossiers représentant 36 milliards de revenus non déclarés entre 2006 et 2013. Si les moyens financiers nécessaires étaient consacrés au renforcement de la Justice, ce sont plus de 10 milliards d'euros qui pourraient être récupérés par l'Etat.

Par ailleurs, 10 autres milliards pourraient être récoltés en contrôlant et sanctionnant les grandes entreprises qui ont recours au travail au noir, aux placements dans les paradis fiscaux ou autres fraudes dans la construction, l'HORECA, le secteur du diamant...

En bref, en appliquant ces deux mesures, **le Trésor public pourrait récupérer environ 20 milliards d'euros !**

Or, d'après le Conseil supérieur des Finances (2), **le gouvernement MICHEL doit encore trouver 5 milliards d'euros** avant la fin de la législature pour mettre le budget en équilibre. Il doit aussi trouver 30 milliards d'euros d'ici à 2030 pour financer le Pacte national pour les investissements stratégiques, ce qui permettrait notamment d'améliorer les transports publics.

Conclusion:

L'Etat doit arrêter de faire des économies sur le dos de la population. **La lutte contre la fraude fiscale est la solution** pour combler le déficit budgétaire. Les recettes ainsi engrangées permettraient des investissements considérables dans l'économie réelle et dans l'amélioration du bien-être de l'ensemble de la population.

(1) Directeur Régional de l'Inspection Spéciale des Impôts à Gand

(2) Avis "Trajectoire budgétaire en préparation du Programme de Stabilité 2017-2020"